

LA RETRAITE UNE IDÉE D'AVENIR !

Il n'est pas question de laisser cet été gagner l'idée que de nouveaux reculs concernant la retraite seraient inexorables.

Nous avons décidé de combattre avec énergie toute idée de fatalité, de renoncement à la perspective d'une retraite solidaire à 60 ans.

La bataille est d'ores et déjà engagée. Elle n'est pas identique à celle de 2010 car une partie des salarié-e-s, des retraité-e-s, des jeunes peut être ébranlée par l'idée : « si même le gouvernement socialiste le propose, alors il n'y a pas d'autres solutions »...

Il n'est pas question de laisser faire. Rien ne justifie une nouvelle réforme si ce n'est de se soumettre aux injonctions de la commission européenne qui exigent de revoir notre système de retraite.

Au contraire, nos propositions sont pour une réforme juste basée sur la sécurisation de l'emploi et de la formation, du parcours de vie de la naissance à la mort, permettant à chacun de pouvoir partir à partir de 60 ans avec une pension à taux plein correspondant à une période allant de 18 à 60 ans.

Durant cette période, il y aura les cotisations liées à l'em-

ploi salarié, celles des périodes de non travail avec la sécurisation des parcours professionnels, la validation des périodes d'études, les cotisations liées à l'allocation d'autonomie et de formation de la jeunesse. Le taux plein, c'est 75% du salaire de référence c'est-à-dire les 10 meilleures années dans le privé ou les 6 derniers mois dans le public.

Il faut bannir la précarité, poser la question de l'emploi, de l'augmentation des salaires, de la titularisation dans la fonction publique.

Il faut exiger l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes.

Il est indispensable de poser la question de la pénibilité et de l'entrée au travail précoce (avant 18 ans) qui doit se traduire par un départ anticipé en retraite.

Nous sommes pour une retraite par répartition à prestation définie avec une indexation des pensions sur les salaires, et non sur les prix, aucune pension n'étant inférieure au SMIC. Notre campagne

retraite est dans la poursuite de l'appel unitaire pour la sécurité sociale qui a été rendu public récemment. Ce sera une abrogation des réformes Balladur et Fillon avec la suppression des décotes.

Le départ à 60 ans à taux plein, nous y croyons. Notre pays en a les moyens.

Oui, cette belle idée de la retraite inventée par Ambroise Croizat et actualisée par le mouvement social est plus que jamais d'avenir.

Jean-Luc Gibelin
animateur de la commission
Santé/protection sociale



l'université
d'été du PCF

se tient les

30, 31 août

et 1er septembre

aux Karellis en Savoie

pour s'inscrire : formation.pcf.fr

contact : formation@pcf.fr

ESTIVALES 2013 LES 24 ET 25 AOÛT À GRENOBLE

Le Front de gauche santé sera présent dans plusieurs ateliers au cours de ces rencontres. Le programme est en cours de validation et sera disponible sur le site Internet.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU PCF. LES 30, 31 AOÛT ET 1ER SEPTEMBRE AUX KARELLIS

La commission Santé a proposé d'animer plusieurs conférences/débats : une sur les politiques territoriales de santé, une sur l'actualité de la protection sociale en France, une sur la démocratie sanitaire, une sur les propositions pour l'hôpital. Il y aura aussi une rencontre en partenariat avec la commission Agriculture, pêche, forêt sur le bien manger.

LA PROGRAMMATION DES DÉBATS DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ EST EN COURS

Ce sera le grand rendez-vous de la rentrée, en plein dans les mobilisations pour une autre réforme des retraites... Nous voulons avoir des rencontres sur les sujets suivants : Psychiatrie avec une association de familles, la politique familiale et la remise en cause de ses fondements, une rencontre entre une inspectrice du travail communiste et un des médecins du travail sanctionné par l'ordre, une rencontre sur le thème « hôpital et territoires », la politique du médicament avec les plans sociaux notamment chez

Sanofi, l'Europe avec la situation en Grèce, en Espagne, au Portugal. Enfin, nous aurons un temps avec les signataires de l'appel pour la sécurité sociale du Front de Gauche que nous avons initié.

LA CAMPAGNE RETRAITE

Communistes a déjà fait état d'une partie de nos propositions, le numéro de *Plein temps* revient sur la retraite solidaire, le dossier de la *Revue du Projet* du mois de juin est consacré à de multiples éclairages sur la retraite, le prochain numéro d'*Économie & Politique* reviendra en détail sur nos propositions.

Du matériel de communication est déjà à disposition. Un premier tract de la semaine a été réalisé. De multiples expressions thématiques sont prévues durant les prochaines semaines. Un argumentaire avec une dizaine de fiches est disponible en fichier, de même qu'un diaporama de 12 vues pour introduire des débats publics. Un diaporama en version longue pour la formation des militantes et militants sera rapidement disponible.

Nous voulons organiser des assemblées par département. Des débats contradictoires avec la presse régionale pourraient aussi être exigés pour que la transparence soit faite sur les projets en cours.

Un clip vidéo *On leur fait un dessin* devrait être disponible début septembre.

Le Parti communiste est totalement partie prenante de l'appel unitaire.

CONFÉRENCE SOCIALE

aucune justice dans le démantèlement de la retraite à 60 ans

Peu convaincante, brouillonne et poussive... l'ouverture de la deuxième conférence sociale par le Président de la République ne restera pas dans les annales. Sa longue allocution s'est résumée à un très malhabile service après-vente des politiques gouvernementales et une justification bancal de sa réforme des retraites.

Pour le président, allonger la durée de cotisations est la mesure la plus « juste ». Rien de plus faux. Il n'y a aucune justice, aucune égalité, dans la poursuite du démantèlement du droit à la retraite à 60 ans, conquête historique de la gauche. Il y a une erreur stratégique de calendrier et de méthode. Le rapport Moreau ne peut être une base sérieuse de négociation pour assurer l'avenir de la retraite par répartition, tant il ne prend pas en compte une dimension pourtant indispensable : l'emploi. C'est là que le bât blesse, dans la faiblesse des propositions Hollande en matière d'emplois privés et publics, dans ce défaitisme face au chômage, et dans le refus idéologique d'augmenter les salaires et de mettre à contribution les revenus financiers.

Le président fait le choix d'une réforme à la hussarde, en plein trêve estivale. Nous ne laisserons pas faire. L'avis des principaux intéressés que sont les salariés et les retraités doit primer. D'ores et déjà le Parti communiste français appelle à la plus large mobilisation.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

BUREAU DE PRESSE DU PCF

communiqués

SANTÉ/PROTECTION SOCIALE 26 JUIN 2013

la maternité des Lilas doit être reconstruite aux Lilas dans le 9-3 !

Depuis hier, avec courage et détermination des salarié-e-s et des usagères de la maternité des Lilas campent, avec enfants et conjoints, devant le ministère de la Santé pour exiger la mise en œuvre sans délai des engagements initiaux pour la reconstruction de la maternité des Lilas sur un terrain mis à la disposition par la municipalité socialiste depuis plus d'un an ! Cette situation insupportable est provoquée par un « oukase » de Claude Evin, directeur de l'Agence régionale de Santé, qui a purement et simplement, avec un cynisme politique sans égal, décidé de revenir sur les engagements de financement de la reconstruction.

Aujourd'hui, des établissements dont l'utilité sociale sont indiscutables, telle que la maternité des Lilas, ou encore la maternité des Bluets, sont transformés en variable d'ajustement comptable dans la gestion des enveloppes budgétaires régionales, et cela au mépris total des besoins de prise en charge de qualité de la naissance et de la santé des femmes. Alors même que le constat est fait, y compris au sein de l'administration, ou encore du Parlement (rapport du Sénat 2012) que le financement à l'activité est incompatible avec la nature des activités des maternités de niveau I, ou encore en monoactivité, l'ARS prend appui sur le déficit constaté de la maternité de LILAS pour abandonner le projet de reconstruction sur le territoire des Lilas et proposer une installation « bidon » dans les locaux du CHI A. Grégoire à Montreuil !

Nous pouvons légitimement nous interroger sur cette sinistre attaque contre l'offre de soins de la Seine Saint Denis, alors même que l'ARS s'est engagé à financer le surcoût lié au choix désastreux de PPP de l'hôpital sud-francilien qui s'élève à plus de 40 millions d'euros annuels pour les profits de groupes privés ! Le gouvernement doit respecter les engagements pris à l'encontre de l'équipe des Lilas, des femmes et de la population. Plus que jamais, la loi HPST qui autorise les ARS à « jouer au monopoly » avec les établissements et les territoires, doit être abrogée dans sa totalité. La T2A, outil de gestion de la baisse des dépenses de santé doit être abandonnée.

C'est cela que porte la lutte des salarié-e-s et des usagères des Lilas. La ministre Marisol Touraine doit l'entendre ! C'est cela la démocratie !

ALSACE-MOSELLE

UN RÉGIME ORIGINAL

Le régime local est un régime obligatoire en Alsace-Moselle, uniquement financé par les cotisations des salariés et des retraités qui y ont cotisé. Les fonctionnaires d'État, des collectivités locales et de la fonction hospitalière ne cotisent pas au régime local.

Le financement du régime local ne repose que sur les salariés et il est tout à fait légitime d'envisager un cofinancement par les employeurs.

Les prestations servies par le régime local s'inscrivent strictement dans le cadre des tarifs conventionnels de l'assurance maladie. Les remboursements permettent d'avoir un taux différent selon la nature des actes ou des fournitures : les actes sont remboursés jusqu'à hauteur de 90% du tarif de la Sécurité sociale pour les actes des professionnels de santé – médecins, dentistes, infirmiers, masseurs – et produits pharmaceutiques à vignettes blanches, de 80% pour les vignettes bleues.

À l'instar des organismes complémentaires, le régime local ne peut pas prendre en charge les participations

forfaitaires applicables sur les actes des médecins et auxiliaires médicaux, et les franchises médicales sur les boîtes de médicaments.

Il est indéniable que le régime local permet un meilleur accès aux soins, en particulier pour les personnes ayant des difficultés financières. Les frais de fonctionnement du régime local sont nettement inférieurs à ceux des mutuelles privées, ce qui permet une plus grande redistribution des ressources.

Les avantages incontestables du régime local justifient pleinement la nécessaire mobilisation syndicale et politique pour son maintien, dans la suite des luttes sociales d'après-guerre.

Cependant, cette conquête sociale ne doit pas occulter la revendication fondamentale de l'égal accès à la santé de tous nos concitoyens

Le démantèlement délibéré de la Sécurité sociale à des seules fins mercantiles n'est néanmoins pas irréversible.

Ariane Henry

parole d'élus

soutien à la maternité des Bluets une victoire politique



par **Nicolas Bonnet**
adjoint à la maire du 12^e arrondissement
membre du conseil national du PCF

Depuis de longs mois, les élu-e-s communistes de Paris sont mobilisé-e-s aux côtés des salariés pour sauver l'association Ambroise Croizat et sa maternité des Bluets menacée de cessation de paiement. Pierre Laurent, sénateur de Paris, avait conduit une délégation le 8 mars dernier pour rencontrer le personnel de la maternité.

Lors du conseil du 12^e arrondissement du 3 juin, je suis intervenu pour rappeler qu'une nouvelle fois, un hôpital du 12^e arrondissement est en danger. Après la fermeture de la maternité et du service pneumologie de l'hôpital Saint Antoine, les différentes restructurations et la dégradation des conditions de travail à l'hôpital Armand Trousseau, c'est l'hôpital Pierre Rouquès, la maternité des Bluets, ainsi que plusieurs centres de rééducation professionnelle qui sont menacés.

La raison de cette situation ? Elle est avant tout la conséquence des politiques libérales menées par la droite avec la T2A qui favorise les actes médicaux rentables et rapides au détriment des hospitalisations longues avec des soins de qualité nécessitant du temps et des personnels.

Elle est aussi la conséquence de l'application des politiques d'austérité de l'ARS qui ont

pour seule obsession de réduire les dépenses publiques et sociales.

La ville de Paris ne pouvait accepter que l'association Ambroise Croizat soit soumise aux dictats des banques. C'est en ce sens que nous sommes intervenus afin qu'une subvention exceptionnelle soit votée. Si dans un premier temps les élus écologistes et socialistes se sont opposés à ma proposition, notre détermination a permis l'adoption de cette subvention à hauteur de 500 000€ lors du conseil de Paris du 9 juillet, par un amendement déposé par Ian Brossat lors du vote du budget supplémentaire.

Cet acte fort de soutien a abouti à une reprise de dialogue et à un accord de conciliation entre l'ARS, le ministère des Finances, les banques et l'association. Aujourd'hui, la cessation de paiement est écartée et un plan prévisionnel avec étalement des dettes permettra le retour à l'équilibre budgétaire à l'horizon de 2015.

C'est une victoire politique importante dans une période marquée par l'austérité. C'est le résultat d'une résistance des salariés soutenue par les élus et des militants communistes. C'est un espoir fort de sens dans cette année d'anniversaire du programme du CNR.

LA FIÈVRE MONTE

RIPOSTE

à la fusion Beaujon-Bichat

- **Maintien et rénovation de la maternité de Beaujon (1 500 naissances par an).**
- **Sauvegarde de Beaujon en tant qu'hôpital à part entière avec ses services et son personnel.**
- **Refus de la fusion Beaujon-Bichat.**

Tels sont les trois points de la pétition lancée en février à Clichy par quatre partis politiques*.

1155 signatures recueillies en une soirée au métro Mairie de Clichy, 500 en quatre heures devant le centre commercial Leclerc, 400 parmi le personnel de Beaujon, 1 500 au porte à porte dans le seul quartier Nord, 1 000 sur les marchés... Au total, nous comptabilisons 8 000 signatures.

En 55 ans de vie militante à Clichy, c'est la première fois que je vois une pétition obtenir un si bon accueil et autant d'encouragements. Beau début d'une riposte populaire à un projet de destruction de deux hôpitaux de l'AP-HP, l'un à Clichy, l'autre à Paris 18ème, conformément à la sinistre loi Bachelot. À noter que beaucoup de signataires ont inscrit leurs adresses et un tiers d'entre eux a dit oui à la publication de leurs noms.

Mais les hôpitaux publics ne seront sauvegardés que grâce à un rapport de force politique et social à construire dans les luttes contre l'austérité. Faisons partager cette idée que la santé publique n'est pas un coût, mais un droit pour tous. Rejetons toute opposition entre les établissements et faisons prévaloir la coopération et la solidarité entre les agents hospitaliers et les populations concernées. Côté banlieue, ce sont Clichy, Asnières, Gennevilliers, Saint-Ouen, Villeneuve la Garenne ; côté Paris, les 17ème et 18ème arrondissements.

à Paris-Clichy

Ne sous-estimons pas les démarches déjà effectuées par les élus communistes au conseil de Paris, à l'Assemblée nationale et au Sénat, ni les vœux adoptés à leur initiative par les conseils municipaux de Gennevilliers de Saint-Ouen et de Clichy contre cette fusion. Il faudra multiplier les initiatives publiques et les manifestations locales et convergentes. On peut trouver l'argent pour les hôpitaux publics en taxant les profits du capital, des spéculateurs, des banques et des compagnies d'assurances...

Le combat pour la santé publique, cet enjeu de société, fait partie du combat contre l'austérité. Il peut être gagné.

Guy Schmaus

* Parti communiste français, Parti de gauche, Europe-Ecologie-Les Verts, Parti ouvrier indépendant

Comité de vigilance et défense des services publics de proximité de Haute-Saône

Smur EN DANGER!

L'Agence Régionale de Santé (ARS) de Franche Comté veut **supprimer le Smur à Lure**

(document ARS du 15 mars 2013.)

Plus de Service Mobile d'Urgence et de Réanimation c'est

- Dégradation de la santé de proximité !
- « Pertes de chances » = mise en danger des populations du bassin luron !

**POUR GARDER NOTRE Smur
MOBILISONS-NOUS !
TOUTES ET TOUS
RASSEMBLONS-NOUS !**

SAMEDI 6 JUILLET 2013
10 HEURES – face à CASERNE DES POMPIERS DE LURE

Action soutenue par :
Usagers, personnels médicaux, élus, organisations syndicales, associatifs...

Imprimer par nos soins – MERCI de ne pas jeter sur la voie publique

les cocos dans les collectifs locaux

VITRY LE FRANÇOIS la population se lève pour défendre son hôpital

Vitry le François, ville de la Marne marquée par la désindustrialisation de notre pays, vient de se lever pour défendre son hôpital.

Pour redresser des comptes victimes de la tarification à l'activité et de l'austérité, un audit avait été commandé dont le premier scénario ne recommandait rien moins que la fermeture de la maternité. Malgré l'annonce dans les médias locaux les jours précédents

du choix d'un scénario moins toxique – d'après le maire de la ville, ce serait Marisol Touraine qui aurait demandé à l'ARS de ne pas fermer la maternité – ce sont plus de cent personnes qui se sont retrouvés le dimanche 9 juin pour confirmer l'exigence

de la population, déjà exprimée dans une pétition signée par plus de 8 000 personnes, et affirmer la nécessité d'une vigilance et d'une mobilisation persistante.

Un comité s'est mis en place avec des élus (dont le maire PS), des salariés de l'hôpital, des usagers (et on peut saluer l'engagement des UL CGT, CFDT et FO qui ont désigné des représentants pour traduire les aspirations des usagers) et rendez vous est pris après l'été pour mettre sous contrôle citoyen l'hôpital. Bravo au rassemblement, initié par le syndicat CGT de l'hôpital avec le soutien de l'Union locale. La présence de représentants d'autres hôpitaux, mais aussi du comité régional CGT, de la Fédération 51 du PCF, a confirmé la place de cette lutte dans le cadre plus global, contre l'austérité qui frappe tous les hôpitaux, pour la nécessaire abrogation de la loi HPST.

Michèle Leflon